

DECLARATION DE MADAGASCAR
A LA COP6, LA HAYE DU 13 AU 24 NOVEMBRE 2000

Monsieur le Président,
Monsieur Le Secrétaire Exécutif,
Excellences, Mesdames et Messieurs Les Ministres,
Distingués Délégués,
Mesdames et Messieurs,

A l'instar des autres délégués qui ont pris la parole auparavant, il m'échoit l'insigne honneur de prendre la parole au nom de la délégation malagasy, permettez-moi Monsieur Le Président de remercier le Gouvernement et le peuple néerlandais de l'organisation parfaite et de l'accueil très chaleureux qu'ils nous ont réservés.

Mes remerciements s'adressent aussi au Secrétariat de la Convention et en particulier au Secrétaire Exécutif pour les efforts qu'il a entrepris pour la mise en oeuvre et les arrangements qu'il nous a proposés pour nous permettre de participer à cette importante réunion internationale.

Madagascar, une île située au Sud-Ouest de l'Océan Indien, avec une superficie de 592000 km² et d'environ de 15 millions d'habitants, est entièrement dans la zone tropicale de l'hémisphère Sud.

Cette situation géographique et insulaire d'île-continent lui a permis d'accorder une urgence et une très grande importance à la protection et à la conservation de l'environnement pour le bien-être des générations présentes et futures en vue d'un développement durable. C'est la raison pour laquelle un "Plan National d'Action Environnemental" a été initié au début des années 90 pour une durée de 15 ans. La dégradation alarmante de la spécificité de la grande île par son endémisme unique au monde a alerté l'opinion internationale et a vu en conséquence leur contribution effective pour la préservation de ce patrimoine mondial.

Monsieur Le Président, Mesdames et Messieurs,

Madagascar est tout à fait conscient des risques graves que peuvent causer les effets pervers de la dichotomie "développement-préservation" si rien n'est fait par la communauté internationale dans les meilleurs délais. C'est pourquoi Madagascar a ratifié en 1995 la Convention de Vienne pour la

protection de la couche d'ozone, en 1996 la Convention de Montréal relatif à des substances qui approuvaissent la couche d'ozone, en 1997 la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification et en 1998 la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques.

Madagascar, à la recherche d'une voie appropriée pour le développement de son économie, se soucie beaucoup de sa capacité à remplir ses obligations vis-à-vis de ses engagements sans une coopération équitable, juste, efficace et évolutive. Les problèmes que connaît Madagascar, comme tous les pays en développement, sont très cruciaux, notamment :

- la dette très contraignante;
- la paupérisation toujours croissante;
- les catastrophes naturelles souvent ravageuses comme la sécheresse, les inondations, les cyclones, l'invasion acridienne, les épidémies,.....

Les conséquences de ces calamités naturelles affectent souvent, dans la majorité des cas, les couches sociales les plus démunies que constitue le monde rural, base de notre économie essentiellement agricole. C'est pour vous dire Monsieur Le Président de l'importance que présentent la sensibilisation du public et des autorités pour notre pays d'une part, et les engagements des pays nantis Parties d'autre part. Ces derniers doivent fournir aux pays en développement et plus particulièrement les pays les moins avancés, les plus vulnérables des moyens adéquats pour leur permettre de s'adapter d'abord aux mécanismes préconisés pour un développement durable et de s'intégrer par la suite dans le contexte économique actuel qu'est le concept de la mondialisation.

Les préoccupations évoquées auparavant ne pourraient être résolues qu'à travers une équité, une justice, une transparence et une efficacité entre les parties contractantes que le G77+la Chine soutient fermement et que Madagascar appuie fortement et sans réserve. Pour mieux appréhender au processus les mécanismes préconisés dans le Protocole d'un côté et de mieux cerner leurs applications dans les concrétisations des actions, la participation effective des parties contractantes reste une priorité surtout pour les pays en développement comme Madagascar..

Que le Protocole de Kyoto à travers la COP6 de la Haye doive en effet appliquer le principe de Pollueur-Payeur de la Convention de Rio en 1992.

Que les Parties de l'Annexe I contribuent au profit du renforcement des capacités, du transfert des technologies et du Mécanisme de

Développement Propre dont le groupe des 77 + la Chine ont besoin pour l'applicabilité des engagements de la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques à travers le Protocole de Kyoto.

La mobilisation internationale et la responsabilisation effective de tout un chacun peuvent aboutir à l'organisation d'un monde solidaire dans la gestion rationnelle de notre patrimoine mondial qu'est la planète Terre, pour un développement durable.

Monsieur Le Président, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de votre aimable attention.